



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.52/Inf.14
9 mai 2017

Cinquante-deuxième réunion du Conseil du FEM
23 – 25, mai 2017
Washington

Point 5 de l'ordre du jour

**COMPTE RENDU DES COPRÉSIDENTS DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE LA
SEPTIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DE LA CAISSE DU FONDS POUR
L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)**

PREMIÈRE RÉUNION
DE LA SEPTIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES
DE LA CAISSE DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (FEM)

PARIS, FRANCE

28-30 mars 2017

COMPTE RENDU DES COPRÉSIDENTS

PROJET

La première réunion des Participants à la septième reconstitution des ressources de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial se tient dans les locaux de la Banque mondiale à Paris (France) les 29 et 30 mai 2017. Elle est placée sous la présidence conjointe de M. Axel van Trotsenburg, vice-président du Financement du développement, et de Mme Naoko Ishii, directrice générale et présidente du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Les représentants des États Participants et contributeurs sont rejoints par les représentants des pays Participants bénéficiaires non-donneurs, d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et des Caraïbes, des observateurs des Agences d'exécution du FEM, deux observateurs représentant des ONG/OSC implantées dans des pays donateurs et bénéficiaires respectivement, deux représentants du secteur privé et un représentant du Fonds vert pour le climat (Fonds vert). Les représentants des cinq conventions internationales sur l'environnement dont le FEM est un mécanisme financier participent également à la réunion en tant qu'observateurs. M. Johan Rockstrom, directeur exécutif du Stockholm Resilience Center, prononce un discours liminaire au dîner d'ouverture, soulignant la nécessité impérieuse d'agir à un moment où l'activité humaine risque de nuire irrémédiablement à l'équilibre de l'environnement à l'échelle planétaire.

Son Excellence M. Tshering Tobgay, Premier ministre du Bhoutan, se joint à la séance d'ouverture. Il souligne que le mauvais traitement des biens communs à l'échelle mondiale constitue la raison première de la détérioration constante de l'environnement de la planète. Il note que seule une action collective de l'ensemble des acteurs, y compris les pouvoirs publics, le secteur privé et les populations, permettra d'inverser la tendance. Il exhorte tous les pays à suivre l'exemple du Bhoutan qui est parvenu à la neutralité carbone. Il remercie le FEM de son soutien appuyé au Bhoutan, prend note des contributions du Fonds en vue de déjouer les menaces environnementales dans les pays en développement, plus généralement, au cours des 25 dernières années, et appelle les États Participants et contributeurs à élaborer un plan d'action ambitieux pour FEM-7.

Dans son discours liminaire, M. van Trotsenburg constate que les enjeux majeurs du monde actuel imposent plus que jamais au FEM de mener l'action efficace et transformatrice inhérente à sa mission première. Il souligne, d'une part, l'importance de la première réunion, qui donne le ton et fixe les orientations stratégiques pour FEM-7, et, d'autre part, la nécessité de rester à focalisé, sélectif et créatif, mais aussi réaliste dans l'élaboration de plans réalisables assortis d'objectifs mesurables. Mme Ishii souhaite la bienvenue à deux intervenants invités, en les personnes de M. Martin Stuchtey et de M. Keith Tuffley, qui ont formulé des observations sur la nécessité de modifier radicalement les

principaux systèmes économiques, mettant l'accent sur l'importance du secteur privé à cet égard, et sur les perspectives de voir le FEM jouer un rôle à la fois stratégique et catalyseur. Mme Ishii présente un bref exposé sur les défis majeurs qui se posent au FEM et sur les grandes possibilités qui s'offrent à lui à l'aube des négociations sur la septième reconstitution de ses ressources. Elle souligne la nécessité pour le FEM de faire preuve d'audace, lui qui dispose d'une occasion unique de faire réellement la différence en ce moment critique, et le fait que, compte tenu de l'évolution rapide du contexte, il ne peut pas se permettre de rester inactif. Les Participants s'entretiennent avec les intervenants, notamment sur la question de savoir comment accroître la participation du secteur privé au FEM et comment ce dernier pourrait éventuellement jouer le rôle d'un teneur de marché et contribuer à la mise en place de plates-formes d'action visant à renforcer la viabilité environnementale. Dans son exposé liminaire, Son Excellence Mme Judy Waikhungu, ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, souligne la nécessité pour la communauté environnementale de s'impliquer et de peser dans les processus nationaux de plus large portée de planification et d'élaboration des politiques.

Sixième bilan global du FEM (le Sixième bilan)

Le Bureau indépendant de l'évaluation du FEM présente les conclusions préliminaires du Sixième bilan global du FEM, actuellement en cours d'élaboration. Portant sur 29 études, ce bilan permet de dégager les principaux points suivants : premièrement, le FEM fonctionne bien à nombre d'égards alors qu'il continue de faire preuve de la capacité de son action à avoir impact transformateur. Deuxièmement, il présente un avantage comparatif majeur, car il est en mesure d'assurer une large couverture des questions environnementales, de soutenir les pays bénéficiaires dans leurs efforts visant à atteindre les objectifs au titre des différentes conventions dont il est le mécanisme financier, et d'intégrer différents domaines et activités au sein d'une large coalition de partenaires. Troisièmement, bien que le Système transparent d'allocation des ressources (STAR) soit un dispositif reconnu, son efficacité peut faire l'objet d'améliorations. Quatrièmement, les contraintes institutionnelles liées à une collaboration du FEM avec le secteur privé restent d'actualité.

Tandis que les Participants accueillent avec satisfaction l'exposé exhaustif du Bureau indépendant de l'évaluation, ils demandent des informations complémentaires sur un certain nombre de questions, notamment les conclusions du Bureau concernant la complexité de l'approche-programme du FEM. Le Bureau confirme n'avoir pas pu tirer des conclusions quant au succès ou à l'échec de la formule des programmes intégrés pilotes (PIP). Les Participants s'interrogent par conséquent sur l'opportunité de passer à la formule des programmes à impact sans qu'aucun élément probant n'indique c'est une voie viable à suivre pour FEM-7. Ils notent également l'importance de mener à terme les évaluations en cours, y compris celles sur le STAR et la question de l'égalité des sexes, qui revêtent une importance capitale en ce qu'elles éclaireraient les discussions sur la reconstitution.

En résumé, les Participants s'accordent à dire que le bilan global met en relief un certain nombre de domaines dans lesquels le FEM obtient de bons résultats et d'autres qui peuvent faire l'objet d'améliorations. Le Bureau assure les Participants qu'ils recevront le projet de rapport complet du Sixième bilan avant la deuxième réunion sur la reconstitution de FEM-7.

Priorités de programmation

Les Participants accueillent avec satisfaction les orientations de programmation exhaustives. Le débat porte principalement sur l'approche de programmation envisagée, celle des Programmes à impact. Les Participants reconnaissent qu'il est nécessaire maximiser l'impact et de réduire la

fragmentation des opérations afin d'optimiser l'emploi des ressources et, par la même occasion, de reconnaître les nombreux atouts du FEM, y compris son mandat étendu ainsi que sa capacité d'apporter des solutions intégrées et d'avoir des effets positifs multiples.

Les Participants demandent des précisions sur un certain nombre d'éléments liés à la justification de la formule envisagée des programmes à impact, et recommandent de soumettre cette nouvelle approche à « trois tests » avant son adoption, notamment : i) la cohérence avec les accords multilatéraux sur l'environnement (AME), l'appropriation par les pays et l'incidence sur le choix des pays ; ii) plus de clarté sur la mesure dans laquelle les programmes à impact envisagés tirent parti des avantages comparatifs du FEM, ainsi que des contributions précises que le FEM apporterait à programmes à impact ; et iii) la détermination si les programmes à impact sont plus efficaces que le *modus operandi* actuel en ce qui concerne l'obtention de résultats. Plusieurs Participants notent que le nombre de programmes à impact proposés est ambitieux, certains d'entre eux traitant de questions qui se chevauchent.

Les Participants demandent des renseignements complémentaires sur les modalités d'application des orientations programmation proposées, et notamment des informations sur : i) le mode de détermination des allocations de fonds aux programmes à impacts, ainsi que leur place par rapport aux allocations actuelles au titre du STAR ; ii) les mesures d'incitation qui, le cas échéant, pourraient être adoptées pour renforcer la programmation ; et iii) le rôle exact des Agences d'exécution et du Secrétariat dans la programmation pour les programmes à impact.

Nombre de Participants soulignent la nécessité pour le FEM de raffermir sa collaboration avec le secteur privé, reconnaissant qu'il y a lieu de déterminer clairement l'« apport additionnel » qui peut être celui du FEM dans la mobilisation de l'action du secteur privé, sans entraîner des perturbations indues des marchés et des comportements. Ils demandent des éclaircissements complémentaires sur le rôle possible du secteur privé dans les divers programmes à impact. Ils reconnaissent les enseignements utiles tirés du Programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes de FEM-6, et demandent à ce qu'ils soient pris en considération lors de l'élaboration éventuelle de ce même Programme pilote au titre de FEM-7. Ils notent également l'importance de s'inspirer de la dix-huitième reconstitution des ressources de l'IDA, qui a donné lieu à la mise au point d'un instrument pour assurer la participation du secteur privé.

En outre, plusieurs Participants notent le rôle du FEM dans l'aide à l'innovation, ainsi que dans l'apport de financements et d'un soutien catalyseurs, et demandent des études complémentaires visant à préciser l'avantage comparatif du FEM par rapport à d'autres fonds, dont le Fonds vert. Plusieurs Participants s'inquiètent du déclin du rôle des banques multilatérales de développement (BMD) dans l'appareil du FEM et indiquent que le Secrétariat du FEM devrait élaborer et mettre en œuvre différentes stratégies en vue d'inverser cette tendance.

Programme d'action général

Les Participants accueillent avec satisfaction le programme d'action général pour FEM-7, qui a été présenté dans les documents de la réunion. Ils réaffirment que le système d'allocation par pays constitue un atout majeur du FEM, renforçant à la fois l'appropriation à l'échelon national et la prévisibilité et la planification des financements, et ajoutent que sa mise en œuvre devrait faire l'objet d'une révision et d'une évaluation régulières afin de résoudre tout problème d'inefficacité.

Les Participants conviennent de l'importance particulière accordée à l'amélioration des cadres de résultats du FEM afin d'assurer un suivi plus efficace et plus ponctuel, toutes conventions confondues, des effets positifs pour l'environnement mondial. Certains Participants notent la marge de rationalisation dans le cadre des indicateurs de résultats du FEM, et soulignent l'importance de lier ces indicateurs aux avantages socio-économiques connexes du FEM, et de les harmoniser avec les indicateurs et les cibles des ODD. D'autres notent également que le cadre de l'IITA pourrait représenter une plate-forme utile à laquelle le FEM pourrait s'associer. Plusieurs Participants soulignent l'importance de la capacité permanente du FEM d'effectuer un suivi des engagements de financement au titre des divers domaines d'activité du Fonds.

Les Participants soulignent également l'importance de renforcer davantage la transparence et l'efficacité des opérations du FEM, notamment lorsqu'il s'agit : i) de déterminer les moyens de raccourcir le cycle des projets par rapport à la durée référence actuelle qui est de 18 mois ; ii) d'explorer les moyens d'améliorer le suivi des progrès de mise en œuvre ; et iii) d'assurer une plus grande conformité avec les critères d'établissement des rapports. Un certain nombre de Participants insistent sur le rôle majeur de la gestion des connaissances en tant qu'outil destiné à améliorer l'efficacité et renforcer l'utilité du FEM.

Plusieurs Participants saluent les progrès substantiels accomplis par le FEM dans le domaine de la parité hommes-femmes au cours des dernières années, et l'encouragent à passer de la « prise en compte systématique de l'égalité des sexes » à une approche plus proactive visant à obtenir, à la faveur de ses interventions, des résultats concrets en la matière.

Un certain nombre de Participants soulignent l'importance de veiller à ce qu'une part substantielle des ressources du FEM soit consacrée aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Plusieurs d'entre eux expriment également le souhait d'explorer des modalités nouvelles ou complémentaires, afin de différencier les conditions de l'assistance apportée par le FEM (financements classiques par opposition aux financements concessionnels) entre les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire ; d'autres encore considèrent que cette différenciation n'est pas souhaitable et pourrait s'avérer difficilement applicable.

Plusieurs Participants demandent à inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion un débat sur l'accréditation d'Agences supplémentaires, de préférence à la lumière d'un examen actualisé de l'appareil du FEM présenté à la réunion du Conseil de juin 2016. Certains notent avec inquiétude la forte concentration des ressources programmées du FEM aux mains de quelques Agences et souhaiteraient voir des formules possibles pour assurer une répartition plus équilibrée afin de garantir une utilisation optimale des capacités existantes du partenariat qu'est le FEM.

Questions financières

L'Administrateur donne un aperçu de la structure financière de la reconstitution des ressources pour FEM-7, présentant les grandes lignes du processus de reconstitution et les modalités de financement pour percevoir les contributions. Les Participants accueillent avec satisfaction l'exposé de l'Administrateur.

La note de planification de la reconstitution des ressources de FEM-7, envoyée en janvier 2017, fixe à 4 millions de DTS la contribution minimum pour participer aux négociations de FEM-7. Certains Participants s'interrogent sur la justification de ce montant minimum ; l'Administrateur convient de fournir des éclaircissements à ces Participants de manière bilatérale. Il présente le document sur les

taux de change de référence à utiliser lors de la reconstitution des ressources de FEM-7 afin de convertir les montants annoncés en monnaies nationales en DTS (le DTS est utilisé dans les reconstitutions aux fins de répartition des charges et sert de dénominateur commun pour exprimer le montant global de la reconstitution). Les deux points de décision sont les suivants : i) la période de référence pour convertir les contributions au titre de FEM-7 des monnaies nationales en DTS courra du 1^{er} avril au 30 septembre 2017 ; et ii) les États Participants et contribuants affichant des taux d'inflation annuelle moyens supérieurs à 10 % au cours des trois exercices précédant la reconstitution des ressources de FEM-7 (2014-2016) libelleront leurs contributions à FEM-7 en DTS ou en USD.

Alors que la plupart des Participants marquent leur accord sur les critères et les principes préconisés pour déterminer la période de référence pour la conversion des contributions à FEM-7 des monnaies nationales en DST, l'un d'entre eux demande plus précisions à l'Administrateur sur cette question et propose de recourir à une période de référence de neuf mois par exemple. L'Administrateur accepte de fournir aux Participants des analyses complémentaires afin de favoriser une prise de décision éclairée sur la question. Les Participants conviennent qu'en l'absence de toute objection ou modification formulée dans les deux semaines à compter de la date de réception de ces analyses complémentaires de l'Administrateur, la période de référence pour FEM-7 restera de six mois, comme cela a été proposé, c'est-à-dire du 1^{er} avril au 30 septembre 2017.

Les Participants acceptent que les pays qui enregistrent un taux d'inflation annuelle moyen supérieur à 10 % sur les années 2014 à 2016 libellent leur contribution à FEM-7 en DTS ou en USD (unité de compte de la Caisse du Fonds).

L'Administrateur remettra une note aux Participants sur les incidences pour le FEM de l'inclusion, le cas échéant, du renminbi dans le panier de monnaies servant au calcul du DTS.

Les Participants notent les conséquences négatives majeures que la volatilité des taux de change entraîne sur les capacités de programmation du FEM. L'Administrateur continuera d'examiner les différentes possibilités de protéger le FEM de ces fluctuations des taux, et fournira aux Participants des informations actualisées sur cette question lors de la deuxième réunion sur la reconstitution des ressources de la Caisse de FEM-7.

Prochaines étapes

En préparation de la prochaine réunion sur la reconstitution des ressources prévue du 3 au 5 octobre 2017 en Éthiopie, le Secrétariat du FEM et l'Administrateur :

- continueront à élaborer les documents de FEM-7 en répondant explicitement aux questions soulevées par les Participants et résumées ci-dessus, et en tenant compte des travaux en cours du Bureau indépendant de l'évaluation. Ce travail inclut notamment l'examen des avantages de l'adoption des programmes à impact proposés et la poursuite de l'élaboration des modalités de mise en œuvre ;
- collaboreront avec toutes les parties prenantes, y compris les secrétariats des Conventions, les Agences du FEM ainsi que les autres partenaires en vue de promouvoir une forte participation à FEM-7 ;
- prépareront les différents cas de figure de financement pour la prochaine réunion de reconstitution des ressources du FEM, en tenant compte de l'évolution des priorités de programmation de FEM-7.

Une consultation informelle sera organisée en marge de la réunion du Conseil du FEM de mai afin de recueillir de nouveaux avis auprès des Participants. Un document succinct récapitulant les principaux enjeux des priorités de programmation et le programme d'action général sera préparé et transmis à l'occasion de la consultation informelle.